

Corban – Val Terbi

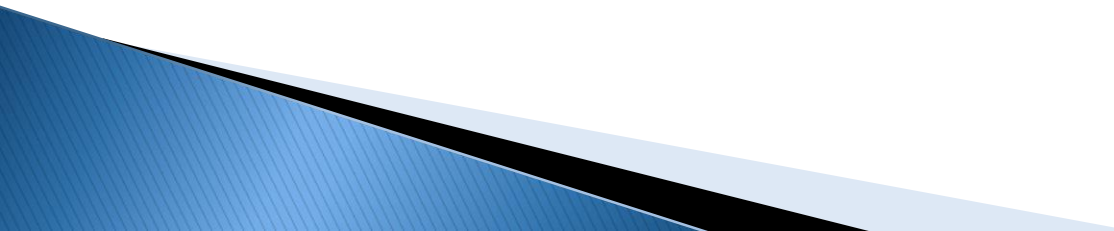


Séance d'information

Mercredi 25 mars 2015 à Corban

Jeudi 26 mars 2015 à Vicques

Déroulement de la soirée

- ▶ Salutations et souhaits de bienvenue
 - ▶ Présentation des intervenants
 - ▶ Historique du projet
 - ▶ Composition du Comité intercommunal
 - ▶ Convention de fusion et rapport des groupes de travail
 - ▶ Suite de la procédure
 - ▶ Discussion générale
- 

Historique du projet

Origine du projet

- ▶ En février 2013, le Conseil général de la commune de Val Terbi a adopté une déclaration d'ouverture afin d'inciter les communes voisines à réfléchir à la stratégie d'un rapprochement. Le 11 juillet 2013, le Conseil communal de Corban a répondu favorablement à cet appel en proposant d'étudier le regroupement de nos deux communes respectives afin de construire notre avenir ensemble. Le Gouvernement de la République et Canton du Jura soutient la démarche en approuvant, par arrêté du 22 octobre 2013, la création du comité intercommunal décidée par les communes de Corban et Val Terbi.
- ▶ Quant aux communes voisines, elles restent attentives à ce projet en adoptant une position tout au moins d'observatrices.

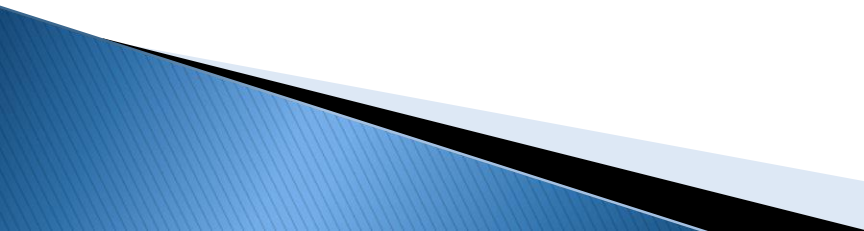
Historique du projet

Éléments déclencheurs et objectifs de la fusion

- ▶ Une fois constitué, le comité intercommunal des communes de Corban et Val Terbi s'est appliqué à mettre en évidence les arguments qui justifient un regroupement de nos deux communes.
- ▶ Rappelons les principaux **éléments déclencheurs** de projets de fusion :
 - Tâches communales toujours plus complexes
 - Nécessité d'améliorer la qualité des prestations
 - Augmentation des tâches à accomplir

Historique du projet

Le comité intercommunal a défini les objectifs de la fusion, à savoir :

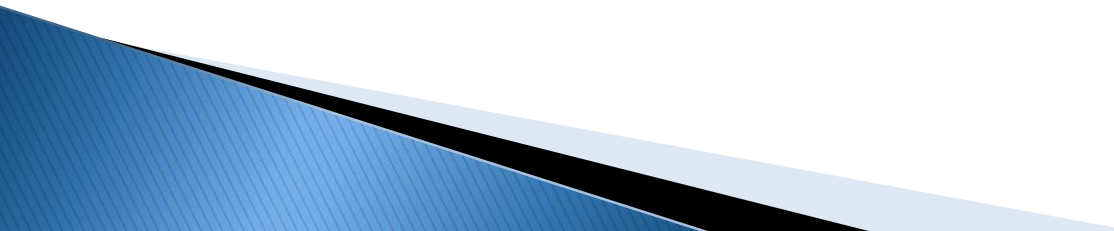
- ▶ Partager le même avenir.
 - ▶ Développement au niveau de l'aménagement du territoire.
 - ▶ Un renforcement des compétences administratives.
 - ▶ Profiter de nos expériences et / ou favoriser la conduite de projets de développement coordonnés.
 - ▶ Dépasser le stade des collaborations intercommunales (ESVT, SEVT, SIS).
 - ▶ Un poids plus important et une meilleure collaboration avec le canton.
 - ▶ Une meilleure relation avec les bailleurs de fonds et un accès facilité.
 - ▶ A terme, amélioration de la structure des coûts.
- 

Composition du comité

Celui-ci est formé de 6 personnes, à savoir :

- M. Vincent Eschmann, membre du bureau du Conseil général de Val Terbi
 - M. Boris Beuret, président des assemblées de la commune de Corban
 - M. Michel Brahier, maire de Val Terbi
 - M. Christophe Fleury, maire de Corban
 - M. Marcel Chételat, conseiller communal de Val Terbi
 - M. Ulrich Kläy, conseiller communal de Corban
-
- ▶ La présidence du comité a été confiée à M. Marcel Chételat et le secrétariat à Mme Sophie Lachat, employée au secrétariat communal de Val Terbi. Depuis début février, le secrétariat a été repris par Mme Valérie Fuhrmann, employée à la caisse communale de Corban.
 - ▶ L'appui technique est assuré par M. Raphaël Schneider, chef du Service des communes.

Groupe «Convention et bourgeoisie»

- ▶ **Beuret Boris**, président des assemblées de Corban
 - ▶ **Eschmann Vincent**, membre du bureau du conseil général de Val Terbi
 - ▶ **Dobler Joëlle**, citoyenne de Corban
 - ▶ **Fringeli Othmar**, citoyen de Val Terbi
 - ▶ **Schneider Raphaël**, chef du Service des communes
- 

Convention de fusion des Communes de Corban et Val Terbi

En application des dispositions contenues dans :

- la loi sur les communes : RSJU 190.11
- le décret sur la fusion de communes : RSJU 190.31
- le règlement communal d'organisation et d'administration de la Commune mixte de Val Terbi du 9 juin 2013

La Commune municipale de Corban, représentée par M. Christophe Fleury, maire et par Mme Esther Steullet, secrétaire

La Commune mixte de Val Terbi, représentée par M. Michel Brahier, maire et par Mme Catherine Marquis, secrétaire

conviennent par les présentes de ce qui suit :

Terminologie

Les termes utilisés dans la présente convention pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.



Généralités

► Objet

Art. 1

Les territoires communaux de Corban et Val Terbi sont réunis et ne forment plus qu'une seule commune mixte dès le 1^{er} janvier 2018, rattachée au district de Delémont.

► Dénomination

Art. 2

Le nom de la nouvelle commune est « Val Terbi ». Le nom de Corban cesse d'être celui d'une commune pour devenir le nom d'un village de la nouvelle commune.

► Conseil général

Art. 3

¹ La nouvelle commune de Val Terbi institue un Conseil général. Son siège se trouve à Vicques.

² Le Conseil général siégera, au minimum une fois par année, dans un des autres villages.

▶ Armoiries

Art. 4

L'élaboration des armoiries de la nouvelle Commune est confiée à ses organes et doit être approuvée par le Conseil général de la nouvelle entité. Dans l'intervalle, les armoiries des anciennes communes de Corban, Montsevelier, Vermes et Vicques subsistent.

L'article 71, alinéa 2 de la loi sur les communes est réservé.

▶ Lieu d'origine

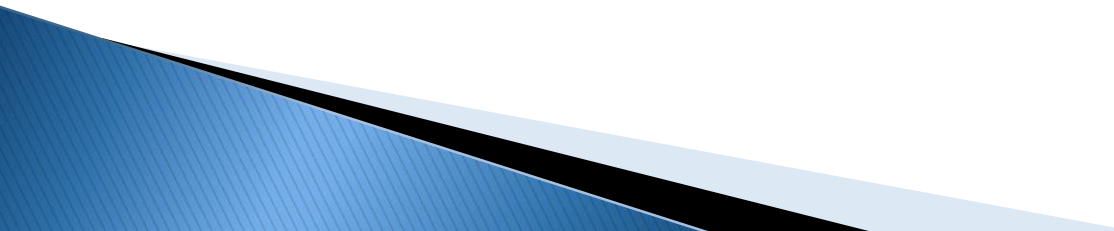
Art. 5

Les ressortissants des communes de Corban et Val Terbi (Montsevelier, Vermes et Vicques) sont réunis et deviennent les ressortissants de la nouvelle commune mixte de Val Terbi avec mention de l'ancienne origine entre parenthèses.

▶ Reprise des conventions

Art. 6

La nouvelle entité reprend les conventions de prestations de service existantes dans les anciennes communes.



► Réglementation

Art. 7

¹ Les règlements communaux relatifs aux différentes taxes communales seront adaptés et /ou élaborés dans un délai de 3 ans.

² Dans l'intervalle, le règlement d'organisation et d'administration et le règlement concernant les élections communales et du Conseil général en vigueur à Val Terbi sont applicables.

³ Les périodes de fonctions accomplies par les élus dans les anciennes communes ne sont pas prises en compte.

⁴ Les autres règlements restent en vigueur à l'intérieur des anciennes limites communales, jusqu'au moment de leur adaptation. Demeurent réservées les dispositions des articles 31 et 32.

► Commune mixte

Art. 8

Le règlement d'organisation de la nouvelle commune fixe les modalités de la tenue des registres bourgeois, le cercle des ayants droits autorisés à participer aux assemblées bourgeoises selon les dispositions de l'article 111 al. 1 LCOM et le mode de gestion des biens bourgeois des anciennes communes mixtes composant la nouvelle entité.

Autorités, administration générale

► Elections (Conseil communal)

Art. 9

¹ Dès le 1^{er} janvier 2018, le maire est élu selon le système majoritaire par l'ensemble des électeurs de la nouvelle commune.

² Pour la première législature, six conseillers communaux sont élus, au système majoritaire, à raison de cinq pour Val Terbi et un pour Corban.

³ Chaque commune actuelle forme un cercle électoral durant la période de transition d'une seule législature. Ensuite, il n'y aura plus qu'un cercle électoral et l'élection des six conseillers communaux s'opérera selon le système de la représentation proportionnelle.

⁴ Les sièges devenus vacants au cours de la première législature devront être repourvus séparément dans chaque cercle électoral concerné. En cas d'absence de candidat officiel dans un arrondissement électoral à l'issue d'une première élection, la nouvelle commune forme alors le cercle électoral pour l'élection complémentaire.

⁵ Les élections des organes susmentionnés se dérouleront le 22 octobre 2017.

► Elections (Conseil général)

Art. 10

¹ Le Conseil général est formé de 23 membres, élus selon le système de la représentation proportionnelle, durant la première législature, à raison de 19 membres pour Val Terbi et 4 membres pour Corban. Chaque commune forme un cercle électoral durant cette période de transition d'une législature.

² Les sièges devenus vacants au cours de la première législature devront être repourvus séparément dans chaque cercle électoral concerné. En cas d'absence de candidat officiel dans un arrondissement électoral à l'issue d'une première élection, la nouvelle commune forme alors le cercle électoral pour l'élection complémentaire.

³ L'élection de l'organe susmentionné se déroulera le 22 octobre 2017.

⁴ Après cette période transitoire, il n'y aura plus qu'un seul cercle électoral et l'élection des 23 Conseillers généraux s'opérera selon le système de la représentation proportionnelle.

► Droits populaires

Art. 11

¹ Les droits d'initiative et de référendum sont garantis par le règlement d'organisation et d'administration de la nouvelle commune.

² Cinq pourcent des électeurs de la commune peuvent exercer le droit d'initiative.

³ Cinq pourcent des électeurs de la commune peuvent demander qu'une décision du Conseil général soit sanctionnée par un vote à l'urne du corps électoral.

⁴ Le Conseil général peut soumettre au vote populaire toute décision qu'il a prise.

⁵ Il peut également organiser une consultation dans chacune des anciennes communes sur des objets qui les concernent particulièrement.

► Commissions communales

Art. 12

Le règlement d'organisation de la nouvelle commune déterminera le nombre, la composition et le mandat des commissions communales permanentes.

► Bureau de vote

Art. 13

A partir du 1^{er} janvier 2018, un bureau de vote est en principe ouvert dans chaque village lors des votations et des élections communales, cantonales et fédérales.

► Personnel communal

Art. 14

¹ Le personnel communal en fonction, occupé à plein temps ou à temps partiel, reste engagé par la nouvelle commune jusqu'au 31 décembre 2020 aux conditions des contrats de travail en vigueur au moment de la fusion.

Cette disposition ne s'applique pas aux collaborateurs qui souhaitent volontairement occuper un emploi dont la classification salariale est inférieure à celui occupé avant la fusion.

² Les contrats de travail seront révisés pour le 1^{er} janvier 2021.

► Administration communale

Art. 15

¹ L'administration communale est installée à Vicques, avec en principe service de guichets ou service à la population dans chaque village.

² L'affichage officiel est maintenu dans les anciennes communes.

³ Dans le but de permettre l'information autonome des opinions, de favoriser la participation des citoyens à la vie publique et de garantir le principe de la transparence, les autorités communiquent régulièrement et spontanément des informations sur leurs activités et leurs projets.

► Polices d'assurances

Art. 16

¹ Les polices d'assurance conclues par les anciennes communes sont adaptées à la nouvelle situation de droit.

► Archives communales

Art. 17

¹ Les archives communales des communes fusionnées seront transférées à Vicques.

² Les Autorités de la nouvelle commune veilleront à préserver l'intégrité des archives de chacune des anciennes communes, lesquelles seront réunies selon les dispositions de la législation cantonale.

Groupe «Administration»

- ▶ **Esther Steullet, Catherine Marquis, secrétaires communales**
- ▶ **Michel Brahier, maire**
- ▶ **Implication de tout le personnel administratif**



Personnel communal (art. 14)

- ▶ Définir la taille objective de l'administration
- ▶ Recenser les attentes / aspirations des collaborateurs
- ▶ S'accorder un temps probatoire avant la révision des contrats de travail.



Administration (art. 15)

- ▶ Accomplissement efficace des prestations
- ▶ Optimiser les ressources
- ▶ Fournir des prestations adaptées
- ▶ Possibilité d'un service à domicile pour les personnes à mobilité réduite.



Questions



Remarques !



Suggestions ...

Biens fonciers et travaux publics

► Propriétés foncières communales

Art. 18

La nouvelle entité devient propriétaire des biens fonciers de la commune municipale de Corban et de la commune mixte de Val Terbi, ainsi que des réseaux d'épuration des eaux usées, des déchetteries, des éco-points et du réseau d'eau potable de Vermes.

► Voirie, services communaux et conciergerie

Art. 19

¹ La voirie, les services communaux, la conciergerie, la surveillance et le contrôle des installations d'épuration des eaux usées, du réseau d'eau potable de Vermes, de l'entretien des eaux de surfaces, ainsi que le balayage, le déneigement et le salage du réseau routier communal sont assurés par le personnel communal.

² Ces tâches peuvent être confiées à des tiers ou à des entreprises.

► **Mensuration officielle**

Art. 20

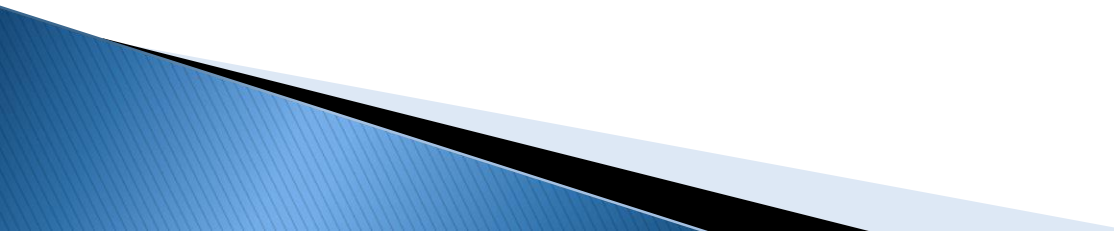
La nouvelle entité adapte les données de la mensuration officielle.

► **Plans d'aménagement local**

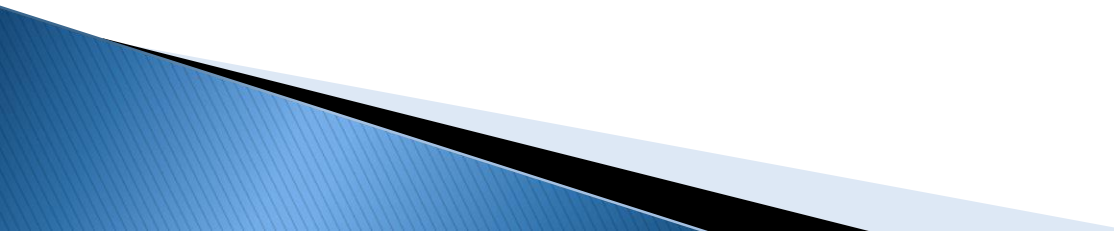
Art. 21

Les plans d'aménagement local existants ou en cours d'élaboration au 1^{er} janvier 2018, dans les anciennes communes, sont repris par la nouvelle entité. Ils seront adaptés conformément aux dispositions de l'art. 21, al. 2 de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire.

Groupe «Voirie et Bâtiments»

- ▶ Kläy Ulrich, conseiller communal de Corban
 - ▶ Steullet Denis, voyer communal de Corban
 - ▶ Dominé Olivier, voyer communal de Val Terbi
- 

Voirie et Bâtiment

- ▶ Inventaire des bâtiments communaux
 - ▶ Inventaire du matériel et outillage communal
 - ▶ Travaux exécutés en sous-traitance
 - ▶ Taux d'occupation du personnel
- 

Questions



Remarques !



Suggestions ...

Affaires juridiques et police

► Police locale

Art. 22

Les tâches de police locale sont assurées par les autorités communales, conformément aux dispositions du décret sur la police locale.

Instruction, culture, formation et sport

► Organisation scolaire

Art. 23

¹ Selon les effectifs, la nouvelle commune de Val Terbi privilégie l'occupation et l'utilisation des bâtiments scolaires existants.

² Le droit cantonal ainsi que les décisions des autorités cantonales sont réservés.

► Activités culturelles et sportives

Art. 24

Les sociétés locales continuent d'être soutenues équitablement par la nouvelle entité qui conduit une politique, en matière culturelle et sportive, visant à valoriser la vie associative dans chacun des villages.

Action sociale

- ▶ **Politique des aînés**

Art. 25

¹ L'organisation d'activités et / ou de rencontres annuelles destinées aux aînés continue d'être soutenue par la nouvelle entité.

- ▶ **Agence AVS**

Art. 26

La nouvelle commune est desservie par une seule agence AVS.

- ▶ **Politique de la jeunesse**

Art. 27

La nouvelle entité favorise une politique en faveur de la jeunesse.

Economie publique

► Jouissance des biens communaux

Art. 28

¹ La jouissance des biens communaux, (prés, champs et pâturages) subsiste dans les villages de Corban, Montsevelier, Vermes et Vicques. Elle est reprise par secteur. La notion de secteur correspond aux périmètres des villages susmentionnés.

Toute modification de jouissance nécessite l'accord des ayants droit concernés par secteur.

² La fusion des communes ne remet pas en cause l'existence de la Bourgeoisie de Corban ni celles de Montsevelier, Vermes et Vicques en commune mixte.

³ La gestion des biens de ces corporations est déterminée sur la base des règlements existants (règlements de jouissance).

► Affermages des prés, champs et pâturages

Art. 29

¹ La nouvelle commune reprend l'intégralité des baux à ferme conclus par les anciennes entités avec des tiers, s'agissant des surfaces communales en nature de prés, champs et pâturages.

² La répartition actuelle des terres communales (prés, champs, pâturages) n'est pas remise en question dans le cadre de la fusion de communes.

³ Les exploitants agricoles continueront de bénéficier dans cette répartition de la notion des droits acquis, à savoir de disposer d'un droit préférentiel dans la répartition des terres de leur ancienne commune. Cependant, le mode de répartition des terres communales n'est pas immuable.

Il dépendra de l'évolution des besoins du milieu de l'agriculture et du nombre d'exploitations agricoles.

► Développement de la Commune

Art. 30

Dans le cadre de son développement territorial, économique et démographique, la nouvelle entité veillera à prendre en considération l'identité et les besoins propres à chaque village en s'inspirant des principes du développement durable.

Questions



Remarques !



Suggestions ...

Finances

► Gestion financière

Art. 31

Les nouvelles autorités communales sont chargées d'étudier la mise en place d'un mécanisme de maîtrise des finances et limites de l'endettement permettant à la nouvelle commune d'atteindre durablement l'équilibre financier.

► Actifs et passifs

Art. 32

Au 1^{er} janvier 2018, les actifs et passifs des anciennes communes sont repris par la nouvelle entité.

► Comptes

Art. 33

¹ Les comptes communaux de l'exercice 2017 sont soumis à l'approbation du Conseil général de la nouvelle entité. Ils sont vérifiés par les organes de révision des anciennes communes.

² Par la suite, la révision sera opérée chaque année par la commission de vérification des comptes de la nouvelle entité. Elle peut s'adjoindre une société fiduciaire reconnue, mandatée par le Conseil communal.

Impositions

► Fiscalité et allocation de fusion

Art. 34

¹ La quotité d'impôt 2018 ainsi que les différentes taxes communales sont fixées par la nouvelle entité sur la base du budget prévisionnel arrêté par le comité intercommunal de fusion.

² L'allocation de fusion versée par l'Etat est affectée prioritairement à l'amortissement de la dette.

Services communaux

► Elimination des déchets

Art. 35

¹ L'élimination des déchets est organisée par la nouvelle entité. Les contributions prélevées pour le financement de l'élimination des déchets font l'objet d'une tarification unifiée.

² La nouvelle tarification reprend le régime de la taxe au sac délégué au SEOD. La taxe de base est calculée selon le système de l'équivalent habitant.

► Inhumations

Art. 36

¹ La liberté d'inhumation dans les cimetières existants est garantie pour les habitants de la nouvelle entité.

² Les taxes de concessions et d'inhumation feront l'objet d'une tarification unifiée. Demeurent réservées les dispositions de l'art. 7, al. 4 de la présente convention.

SIS

- ▶ **Service d'incendie et de secours**

Art. 37

La fusion des communes ne génère pas de modification de l'organe des SIS.

Epuration des eaux usées

► Eaux usées

Art. 38

¹ Les bâtiments situés en dehors d'un périmètre collectif d'épuration restent soumis à une épuration individuelle, dans les limites de la législation en matière de protection des eaux.

² La gestion de l'épuration des eaux usées sera assurée par la nouvelle entité sur la base d'une tarification unifiée en ce qui concerne la taxe d'épuration, la taxe de raccordement au réseau et l'émolument STEP.

► Alimentation en eau potable

Art. 39

Sous réserve des installations gérées par le SEVT :

¹ La fourniture de l'eau potable aux abonnés et les autres émoluments reposent sur un système tarifaire unifié qui garantit le financement de l'ensemble du réseau public.

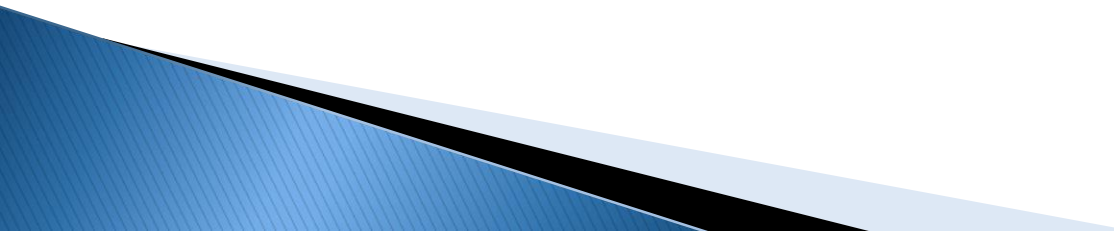
² Les projets d'extension de connexion et de modernisation des réseaux sont repris par la nouvelle entité.

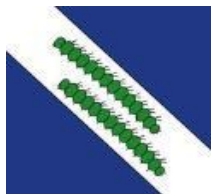
Groupe «Finances et Assurances»

- ▶ **Christophe Fleury**, maire de Corban, président
- ▶ **Claude-Alain Chapatte**, conseiller communal de Val Terbi
- ▶ **John Buchwalder**, caissier commune de Val Terbi
- ▶ **Valérie Fuhrimann**, caissière commune de Corban



Travaux en cours

- ▶ Inventaire – tarifs – émoluments – taxes
 - ▶ Comptes et bilan
 - ▶ Investissements
 - ▶ Calculs réalistes mais prudents
 - ▶ Incertitudes : conjonctures (rentées fiscales)
– OPTIMA – MCH2
 - ▶ Les éléments connus à ce jour ont été pris en compte
- 



CORBAN – VAL



BILAN 2013	CORBAN	VAL TERBI	TOTAL
LIQUIDITES	202'187.29	638'684.55	840'871.84
AVOIRS	520'457.30	1'972'916.13	2'493'373.43
PLACEMENTS patrimoine financier	423'106.10	1'095'040.85	1'518'146.95
PATRIMOINE administratif	2'259'793.05	14'103'075.06	16'361'868.11
ENGAGEMENTS COURANTS	99'857.30	1'119'962.82	1'219'820.42
DETTES COURT/LONG TERME	2'640'832.18	14'576'375.--	17'217'207.18
PROVISIONS	269'358.65	1'479'869.18	1'749'227.83
FINANCEMENTS SPECIAUX	93'234.80	408'490.15	501'724.95
FORTUNE	306'490.56	780'020.11	1'086'510.67
HABITANTS	463	2'612	3'075
DETTE BRUTE PAR HAB.	5'703	5'580	5'599



CORBAN – VAL TERBI – budget fusionné



	BUDGET 2015 CONSOLIDE	CORRECTIONS	BUDGET GLOBAL
AUTORITES, ADMINISTRATION	739'503	- 26'500	713'003
TRAVAUX PUBLICS	455'402	- 54'000	401'402
AFFAIRES JURIDIQUES	25'250	-3'500	21'750
INSTRUCTION	3'871'412	- 10'000	3'861'412
AIDE SOCIALE	2'047'650		2'047'650
ECONOMIE	88'300		88'300
FINANCES	779'371	+ 222'000	1'001'371
IMPOSITIONS	7'963'800	+ 1'800	7'965'600
SERVICES COMMUNAUX	2'000		2'000
RESULTAT	- 45'089	- 126'200	- 171'289
AUTOFINANCEMENT – capacité d'investissement annuel sans avoir recours à l'emprunt	963'575		837'375

Considérations

Les **charges de fonctionnement** sont difficilement compressibles.

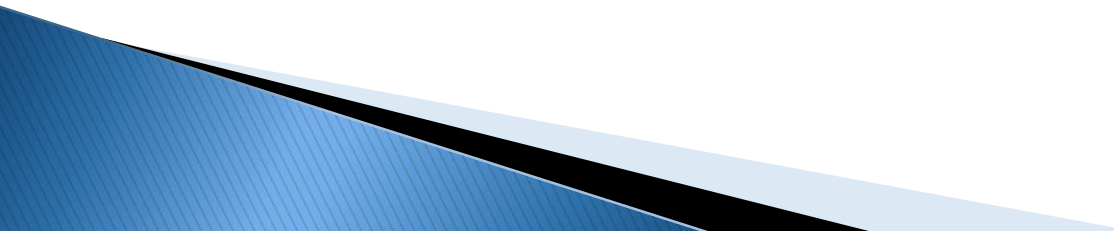
La mise en commun des ressources peut offrir **quelques économies** à long terme (par ex. au niveau du matériel, informatique, assurances, etc...), mais elle favorise surtout une offre de prestations plus professionnelles à la population.

Bien que non inventoriés de manière précise aujourd'hui, les **investissements** en matière de nouvelles ou de renouvellement d'infrastructures resteront conséquents durant la prochaine législature.

La **marge d'autofinancement**, tout en étant intéressante, ne permettra toutefois pas de couvrir les dépenses en termes d'investissements.



Considérations

- ▶ La mise en commun des **ressources humaines** constitue un atout indéniable, notamment en terme de compétences et de remplacement.
 - ▶ Un meilleur **degré d'autofinancement** et une plus grande capacité à gérer l'endettement.
 - ▶ Des **prestations** à la population de meilleure qualité et à des coûts raisonnables.
 - ▶ Malgré les incertitudes de toutes prévisions budgétaires, il faut considérer que l'autonomie financière des petites communes est compromises à terme.
- 

Conclusions

- ▶ Une fusion n'apporte **pas de solutions miracles**. Elle permettra toutefois aux autorités de la nouvelle commune d'appréhender le futur dans de meilleures conditions, ainsi qu'aux habitants de nos localités de bénéficier d'une **palette élargie de prestations** et plus professionnelles. Corban – Val Terbi, une étape vers la réunion de l'ensemble des communes de la vallée ...

Questions



Remarques !



Suggestions ...

Suite de la procédure

- ▶ **mars 2015** : premières assemblées d'information pour les populations de Corban et Val Terbi
- ▶ **juin 2015** : consolidation du projet en tenant compte des remarques et critiques de la population
- ▶ **octobre 2015** : deuxièmes assemblées d'information pour les populations de Corban et Val Terbi
- ▶ **décembre 2015** : projet définitif
- ▶ remise du document au Gouvernement pour approbation
- ▶ **courant 2016** : votation sur le projet de regroupement des communes de Corban avec celle de Val Terbi avec entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018
- ▶ **octobre 2017** : élections communales

La discussion est ouverte...

